

# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruction  
de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 26 NOVEMBRE 1983

N° 229

PRIX : ANTILLES : 2 F  
FRANCE : 3 F

## Editorial

### SCISSIION AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE MARTINICAIS

Dans un communiqué rendu public à la fin de la semaine passée, la section émigration du PCM a pris la décision d'abandonner ce parti et de se constituer en organisation indépendante, le M.C.R.F. : Martiniquais Communistes Résidant en France.

A l'heure où nous écrivons, nous ne disposons pas des documents et des prises de position de cette nouvelle organisation.

On se rappelle que les oppositionnels partisans des mots d'ordre d'indépendance avaient obtenu au congrès du PCM 79 voix contre 115 à la direction sortante. 13 membres du comité central sur 35 et deux du secrétariat sur 4 ont quitté leurs postes et refusent de siéger.

Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le départ du PCM pour constituer une organisation différente n'est pas en soi un progrès, même si la nouvelle organisation se réclame de l'indépendance. Car derrière ce mot d'indépendance se cachent bien des camps politiques opposés, depuis les nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois, jusqu'à des militants communistes authentiques, partisans de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Cette nouvelle organisation ne pourra constituer un réel pas en avant favorable aux travailleurs que si elle se place sur le terrain de la révolution prolétarienne ou si elle engage des pas dans cette direction. Il faut attendre des prises de position sur ce sujet, ainsi que l'attitude pratique de cette organisation pour juger.

Cependant il faut bien comprendre que si de nombreux militants ont mené une telle lutte aboutissant aujourd'hui à la scission, ce n'est pas tant le problème du mot d'ordre d'indépendance ou d'autonomie qui est posé que celui de l'attitude générale du PCM.

En fait, ces militants reprochent au PCM de ne pas être un parti révolutionnaire.

Aujourd'hui certains d'entre eux font scission et se regroupent dans une nouvelle organisation. Mais qu'offrent-ils comme perspective à la majorité ouvrière qui a suivi la direction officielle ? On ne le sait pas encore. Mais cela est important car c'est de cela et de l'attitude par rapport à la classe ouvrière que dépendra l'évolution de la nouvelle organisation.

## LIBERTE POUR NOTRE PEUPLE

23 - 11 - 83

### DECLARATION DE COMBAT OUVRIER.

Aujourd'hui, la répression coloniale tombe, lâche, cruelle, comme elle l'a été dans toutes les colonies françaises.

Une jeune fille, Leila, animatrice à Radio Unité, après avoir été arrachée à son enfant de 6 mois, a été interrogée par 8 policiers blancs venus spécialement de France pour diriger la répression en Guadeloupe.

Depuis samedi 19 à 14 heures, elle n'a été vue ni par sa famille, ni par un avocat.

Ceux qui l'ont vue au moment de son transfert à la prison de Pointe-à-Pitre affirment qu'elle a été très secouée et maltraitée. Elle a été piquée au «sérum de vérité» pour l'obliger à «avouer».

Depuis deux, trois jours, les perquisitions vont bon train.

Des groupes de Blancs circulant en voiture recherchent des militants anti-colonialistes. C'est ainsi que ces Blancs ont mitraillé la nuit la maison de Luc Reinette.

Un autre a eu les vitres de sa voiture brisées, toujours par un groupe de Blancs.

Aujourd'hui, des Blancs armés en uniforme de garde-mobile ont envahi le studio de Radio Tambou, l'obligeant à cesser d'émettre pendant 4 heures. Ils ont perquisitionné et sont partis.

Car devant la foule importante qui se trouvait devant le studio de Radio Tambou, ils savaient qu'ils n'auraient pu déménager sans affrontements.

Après les attentats de lundi 14 novembre, tous les politiciens officiels se sont indignés.

Ils ont d'ailleurs habilement et malhonnêtement profité de l'erreur commise par les partisans de l'action directe, erreur (d'appréciation ou d'opération ?) qui a causé des blessures légères à quelques Guadeloupéens. Ces mêmes politiciens ont oublié le massacre de 1967 où plus de 40 Guadeloupéens étaient morts sous les balles des CRS et des «Képis rouges» ! Sans compter les blessés et les estropiés à vie.

Ce sont aussi les mêmes qui applaudissent les massacres de l'armée française au Liban.

Quel que soit le jugement que l'on peut porter sur ce type d'action, il faut remarquer que si on fait le bilan des victimes (morts et blessés) du pouvoir, on remarque que des centaines de Guadeloupéens noirs ont été blessés ou assassinés par des Blancs et leur force armée.

Le compte n'est pas encore inversé, alors de quoi se plaignent les représentants du colonialisme ?

C'est le pouvoir colonial et le comportement raciste des Blancs et de l'administration blanche qui sont les premiers facteurs de la violence ! Violence qui prend sa source dans le racisme de fait !

Voilà quelques exemples de leur racisme : Un ouvrier noir dominicain tué l'année der-

nière : Toulon Landsford, battu à mort par des gendarmes blancs ; pas d'enquête, pas de procès !

Les RG sont allés faire pression sur sa femme pour qu'elle ne porte pas plainte.

Le préfet Miguet, qui est au courant, se tait et couvre tout.

Un jeune Noir à Petit-Bourg est tué par un nommé Mougin ! C'est un assassinat !

Ce Mougin bénéficie de la protection d'autres Blancs, il a disparu ! Personne ne sait où il est ni s'il a été jugé !

Récemment, samedi 19, un gradé de la gendarmerie renverse un jeune cyclomotoriste et lui casse la jambe et... s'enfuit. Poursuivi, rattrapé par de nombreux jeunes à mobylettes, il se cache chez lui mais la foule renverse sa voiture et y met le feu.

Et pourtant, ce criminel porte plainte !

Que dire du racisme officiel !

Dans de nombreux services publics ou privés, on embauche des Blancs sous prétexte de l'incompétence des Noirs.

Cette politique du «blanchiment» des postes de responsabilité, c'est du racisme caractérisé. Cela veut dire que les Noirs ne sont bons que pour les postes subalternes ou mal payés (banque, hôtellerie, SIG, administrations diverses etc...)

Qu'en est-il de la décentralisation ?

Le gouvernement français ne cesse de glorifier la «décentralisation» mais c'est du «bidon» !

Aucune décision n'est prise ici par des Noirs, même les plus haut placés.

L'hypocrisie coloniale est sans limite !

Le jeu politique est truqué. Le bureau d'information appelé RFO est strictement maintenu sous le contrôle du gouvernement.

C'est pareil pour l'économie !

La réforme foncière est une comédie. Combien d'agriculteurs ont reçu des terres ?

Et quelle surface ? Et avec quelle aide technique financière ??

Aucun colonialiste blanc de la DDA ou de la préfecture n'en parle... et pour cause ! Ils seraient bien embarrassés d'avouer tous les trafics qui se trament dans ces officines !

Voilà les fondements de la violence.

Il n'y a pas d'issue pour ceux qui veulent s'opposer à cette politique colonialiste en jouant le jeu d'institutions racistes et truquées.

Cela conduit tout naturellement à rechercher d'autres voies pour changer la situation.

Alors ! Que le pouvoir colonial ne se plaigne pas aujourd'hui de ce qu'il récolte.

Mensonges, belles paroles, assassinats par gendarmes et CRS, contrôle de l'information raciste, exil de la jeunesse, répression des grévistes etc... Voilà ce qui a été semé depuis 3 ans !

Alors, quoi d'étonnant si le pouvoir colonial et les nantis qu'il protège récoltent la tempête de la riposte violente d'aujourd'hui.

A tous les Guadeloupéens qui hésitent devant la tournure des événements, nous pouvons dire que l'avenir est plus du côté de ceux qui luttent, que des pleurnicheurs de gauche ou de droite.

Les menaces que fait peser sur nous le pouvoir colonial, sont très graves : crise économique, licenciements massifs, mais aussi guerre au Liban ou ailleurs en attendant la guerre mondiale.

Les travailleurs de ce pays ont tout intérêt à prendre la tête de la lutte qui s'engage.

Ceux qui se laissent abuser par les promesses de bien-être futur sous l'égide de l'impérialisme ou se laissent bernier par les quelques miettes jetées dédaigneusement par l'impérialisme français doivent abandonner ces illusions. Le monde se prépare, sous la direction de l'impérialisme, à la pire des catastrophes pour bientôt.

La seule façon de conserver les acquis de la civilisation moderne est de la placer aux mains des travailleurs partout dans le monde.

Cela veut dire que la tâche la plus pressante pour tous ceux qui sont pour le progrès humain et contre toute forme d'oppression et d'exploitation, c'est de conjuguer leurs efforts pour se débarrasser, dans chaque pays où ils vivent, de l'état impérialiste fauteur de guerre, de pillage des peuples, et responsable de la course infernale à la mort de l'humanité.

Ici à notre échelle, dans notre petit pays, la tâche la plus urgente est de se débarrasser du pouvoir colonial coûte que coûte, même au prix de grands sacrifices.

Aucun effort, aucune souffrance, pas un sacrifice consentis pour la lutte d'émancipation des travailleurs de la domination coloniale et impérialiste ne seront aussi grands que ceux qui sont imposés par les gouvernements actuels dans les sales guerres où ils engagent déjà les peuples qu'ils dominent.

Il n'y a pas d'avenir heureux sous la «protection» de l'impérialisme français. La promesse que nous font ses défenseurs est celle d'une mort rapide dans un tentaculaire holocauste.

Partout dans le monde, et ici aux Antilles, le devoir des travailleurs est de se dresser résolument contre une telle perspective.

Dans cette voie là, la jeunesse a un rôle particulier et grandiose à jouer : elle peut être le levain qui fera grandir la hardiesse, la fierté et la combativité de tout le peuple laborieux.

Que la jeunesse laisse parler sa générosité naturelle.

Qu'elle laisse s'exprimer son désir d'une vie plus belle et la crainte d'un futur obscurci par la perspective effroyable de l'holocauste final.

Mais que cet espoir, cette crainte se transforment en une irrésistible résolution de lutter pour transformer le monde !

Que s'affirme une jeunesse révolutionnaire combattante !

Que grandisse la conscience politique des travailleurs !

Liberté pour notre peuple !

L'avenir est au socialisme !



# - POUR L'UNITE DANS L'ACTION - POUR LA SEPARATION RIGOUREUSE ET ORGANISATIONNELLE DES PAUVRES ET DES RICHES QUI S'OPPOSENT AU COLONIALISME.

Ainsi, l'ARC a publié une déclaration après les attentats du 14 novembre 1983 dans laquelle elle déclare la guerre au colonialisme français et appelle le peuple à la lutte.

Notamment, elle appelle à constituer des groupes qui agiront chacun de leur côté et à leur façon.

Nous avons déjà dit notre solidarité avec tous ceux qui luttent contre le colonialisme, quel que soit le moyen employé. Un opprimé a le droit de se débarrasser de l'oppression par tous les moyens.

Cependant, il faut aussi se poser la question de la répression de ces moyens sur l'évolution de la conscience politique de la grande masse de la population, et non seulement sur celle des plus décidés et déjà convaincus de mener une lutte contre le colonialisme français.

L'erreur de la préfecture a été immédiatement exploitée par la droite. Ainsi eut lieu la manifestation de 1500 à 2000 personnes dont une bonne fraction de travailleurs sincèrement choqués que l'attentat ait touché des travailleurs guadeloupéens.

Face à l'exploitation qu'en faisait la droite nous avons immédiatement et énergiquement organisé la contre-propagande largement pour contrer la manoeuvre de la droite.

Mais chaque action légale ou illégale des militants anti-colonialistes, quelle que soit leur organisation, doit être étudiée, analysée et la critique doit en être faite.

Nous écartons résolument de nous les critiques malhonnêtes faites par Bangou et une partie de la direction du PCG. Bangou et sa direction cherche à refléter le sentiment des gens les plus passifs, les plus légalistes et les plus immobilistes qui soient dans notre peuple.

Il est stupide et réactionnaire de faire appel au gouvernement colonial pour mettre fin à la violence sous toutes ses formes !

Et qui mettra fin à celle des patrons comme Viviers qui lock-out des ouvriers en grève ? Et à celle des flics qui interrogent sous les traitements de choc, et celle de l'armée qui envoie nos jeunes mourir au Liban ?

Notre propos c'est de faire comprendre que si l'opinion n'a pas marché dans la combine de la droite après l'attentat de la préfecture où il n'y eut que des blessés légers, il n'en serait pas forcément ainsi s'il y avait un jour des morts dans les rangs du peuple par une bombe venant de ceux qui parlent en son nom !

La conséquence serait très grave et pourrait conduire à de graves difficultés pour les révolutionnaires en les rejetant dans une sorte d'isolement.

Cela est tellement vrai qu'il faudra aussi s'attendre à toutes sortes de provocations pour conduire à cet effet.

On peut admettre qu'une forte partie de la fraction jeune de la population, en particulier des jeunes travailleurs, chômeurs, est prête pour que s'exerce une violence révolutionnaire qui réponde à celle des patrons et des Blancs qui dirigent le pays.

Cela veut dire aussi qu'on peut avoir le choix entre trois types d'attitudes.

Tout d'abord, faire comme le PCG, creuser un trou dans le sable et y cacher sa tête pour ne voir ni entendre monter le sentiment d'exaspération croissant dans les masses (même si c'est encore dans une minorité avancée).

Soit on passe à la lutte armée (attentats) contre la présence coloniale en agissant par délégation « au nom »... du peuple... mais sans lui.

Soit on se consacre à une troisième voie. Tout en menant un certain nombre d'actions visant exclusivement les colonialistes blancs, sans jamais attaquer en rien les intérêts des travailleurs guadeloupéens même indirectement (en les faisant mettre au chômage par exemple !).

Cette troisième possibilité consiste à faire agir le maximum de gens de la population par eux-mêmes... et non pas seulement en leur lançant un appel, mais en y mettant des forces, des militantes et militants.

Cela aurait l'avantage important que l'action serait plus large et que les effets ne pourraient être retournés contre ceux qui luttent. Cela limiterait les possibilités de récupération ou de provocation.

Une action intégrant des travailleurs, des jeunes, ne peut être que plus large, plus démocratique dans sa direction et sa définition, même si la clandestinité est toujours rigoureusement nécessaire à l'action. Elle est aussi infiniment plus difficile à réprimer.

L'objectif d'aujourd'hui n'est pas de vaincre l'avant garde d'entrer en lutte contre le pouvoir Blanc colonialiste.

Il est de lier cette avant-garde aux travailleurs, aux masses laborieuses en créant partout des noyaux capables de mener de multiples actions comme celle de Grand Camp, de mettre le milieu blanc en surveillance et d'y repérer les combattants d'extrême droite et de les mettre à la raison, de combattre vigoureusement les privilèges des Blancs, de dénoncer et combattre le racisme officiel etc.

Enfin, dernier aspect de cette troisième voie, c'est de réaliser l'unité de combat dans l'action tout de suite sur la base d'une fraternité qui permet la discussion et la critique des buts et des moyens.

Mais aussi sur la base d'une rigoureuse séparation des intérêts des pauvres de ceux des riches guadeloupéens anticolonialistes. Il faut que les pauvres aient leurs propres organisations et qu'ils puissent prendre la tête de la lutte jusqu'au bout.

Voilà des problèmes qui sont posés aujourd'hui par la lutte. Il y a une double volonté parmi les centaines de militants et sympathisants du mouvement anticolonialiste, celle d'engager plus largement la lutte et de ne pas reculer sur le niveau actuel et d'autre part qu'il existe une unité de combat pour pallier les différences d'organisations politiques.

Nous pensons que l'opinion développée dans cet article à partir de la déclaration des camarades de l'ARC répond à cette double volonté.

Maintenant, il reste le passage de la parole à l'acte. Cela dépend de tous ces militants eux-mêmes. Après tout si ces militants de différentes organisations déplorent la lenteur des actions communes qu'ils attendaient après le premier meeting unitaire de juillet 83, ils peuvent pousser un peu les états-majors des organisations en s'engageant eux-mêmes dans l'action unie à la base.

## ATTENTION !!!...

Le mercredi 16 novembre 1983 vers 0 heure 30, notre camarade Luc REINETTE, Secrétaire Général du MOUVEMENT POPULAIRE POUR LA GUADELOUPE INDEPENDANTE (M.P.G.I.) et toute sa famille ont été l'objet d'un attentat perpétré au moyen d'armes à feu.

En effet, plusieurs rafales ont été tirées contre son domicile laissant de très nombreux impacts, en particulier dans la chambre habituellement occupée par ses enfants.

Quelques heures plus tôt, lors du journal télévisé du pouvoir français, les membres présumés du G.L.A. (amnistiés faute de preuve en Octobre 1983) avaient été désignés comme cibles par Didier Julia (responsable R.P.R. pour les D.O.M. - T.O.M.).

La déclaration de Julia n'était autre qu'un signal de MISE A MORT.

Cette exécution était d'ailleurs programmée pour le mois de Juin 1983, mais une fuite nous a permis de la déjouer. En effet dès le lundi 27 juin 1983 nous adressons le télégramme suivant à Robert MIGUET :

« VIVE INDIGNATION M.P.G.I. SUITE INFORMATION CONFIDENTIELLE 27.06.83 PREVENANT IMMINENCE OPERATION SERVICE SPECIAUX FRANCAIS CONTRE LUC REINETTE TENDANT ELIMINATION PHYSIQUE SECRETAIRE GENERAL M.P.G.I. - M.P.G.I. DEMANDE URGENCE VOUS PRONONCER PUBLIQUEMENT SUR AUTENTIQUE INFORMATION. »

Au cours d'une conférence de presse tenue le 28 juin 1983, à POINTE-A-PITRE, ce dernier hypocritement déclarait qu'il s'agissait d'une invention pure et simple.

GUADELOUPEENS, GUADELOUPEENNES: JUGEONS

Cette sorte d'action, loin de nous intimider, ne fait que RENFORCER NOTRE DETERMINATION à continuer la lutte politique engagée contre l'ETAT FRANCAIS jusqu'à l'INDEPENDANCE NATIONALE.

Nous lançons une MISE EN GARDE à tous ceux qui penseraient effectuer encore une fois une action de ce genre contre un des nôtres ou un membre de leurs familles.

LIBETE SAN MANMAN

GUADELOUPE, le 17 novembre 1983

M.P.G.I.

MOUVEMENT POPULAIRE POUR LA GUADELOUPE INDEPENDANTE.

## LES GENDARMES INVESTISSENT RADIO TAMBOU, MAIS LA PRESENCE D'UNE FOULE NOMBREUSE LES EMPECHE D'EMPORTER LE MATERIEL !

Il est environ 6 heures mardi 22 novembre lorsqu'un bataillon de gendarmes mobiles prend place autour du quartier des tours Frébault et Faïdherbe.

A 6h20 l'animateur de radio Tambou qui émet depuis une vingtaine de minutes environ prononce ces dernières paroles « En ka voué gendarmes ka vine en radio-la, yo ja si nou. Avez-vous un mandat de perquisition ? » Et puis plus rien, la radio a cessé d'émettre. Tout le monde comprend alors que les gendarmes ont investi radio Tambou.

Mais très rapidement la nouvelle se répand.

De tous les quartiers de Pointe-à-Pitre et des environs militants de toutes tendances politiques, sympathisants et auditeurs accourent vers la tour où se trouve radio Tambou. Si bien que dès 6h30 une foule assez importante a pris place en bas de la tour Faïdherbe. L'on y voit aussi bien les militants du MPGI, de l'UPLG, du SGEG, du KPLG que ceux de notre tendance, du GRS, du Masu, de la CGTG et du Parti Communiste. Tous les gens présents ont la profonde conviction que ce qui est en cause c'est la liberté d'expression et que quelles que soient les divergences politiques qui existent entre organisations et groupes politiques l'on ne peut tolérer et admettre que les gendarmes agissant pour le compte du gouvernement de gauche fasse taire une radio libre. Les commentaires vont bon train dans les quelques centaines de personnes rassemblées en bas de la tour : « ou pa save cé messié terrib Al osse Mitteran ka fè moune exactemen ça Gisca té fè ! gouvel 'men dé gauche-la ka fé allé ! mé cé pli gran bétise pou yo té fè ! » Telles sont les paroles qui reviennent le plus souvent dans les conversations. Pendant ce temps les gendarmes qui ont investi le studio de radio Tambou fouillent et continuent leur perquisition. L'on apprend qu'ils attendent l'arri-

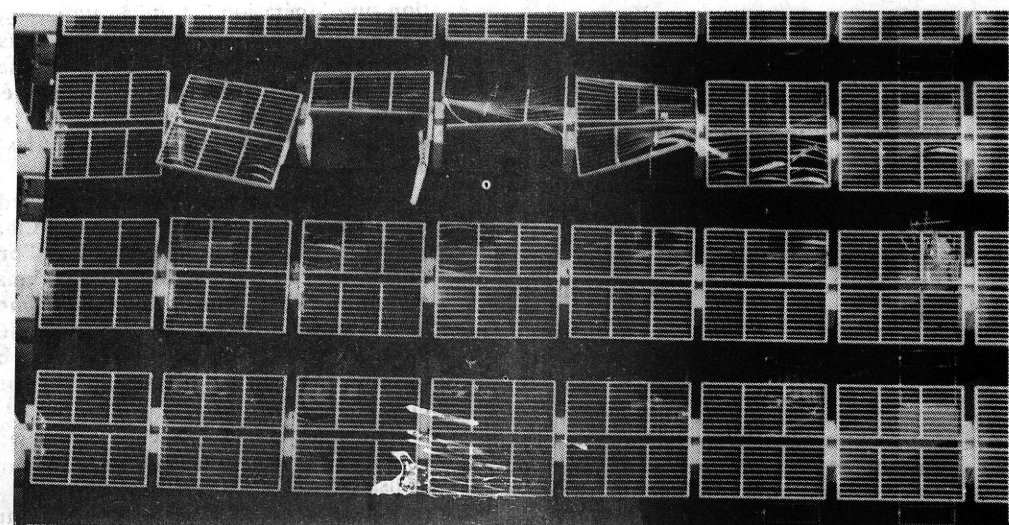
vée d'un juge. Pourquoi faire ? Ont-ils l'intention d'emporter le matériel de la radio ? Personne ne sait. Toujours est-il que ceux qui sont rassemblés au pied de la tour ne sont pas du tout décidés à les laisser faire sans réagir. Ils attendent. Vers 8h30 les gendarmes redescendent, mais sans rien emporter du matériel de la radio. Tout ce qu'ils ont récupéré c'est quelques drapeaux et quelques petites bricoles sans grande importance. La foule leur fait une haie et ils sont conquis comme ils le méritent. Certains sourient, mais il s'agit plutôt d'un rire jaune. Une fois les gendarmes partis, les militants et dirigeants de l'UPLG tiennent un meeting et informent sur tout le déroulement du coup de force des gendarmes. Les gens sont toujours aussi nombreux à écouter et à interroger. A la fin du meeting une manifestation de rue est décidée.

Plusieurs centaines de personnes, bien que ce soit mardi, jour de travail, vont participer à le de surcroît, sans violence.

cette manifestation. Partie des tours la manifestation emprunte la rue Frébault, puis va en direction de la sous-préfecture, passe rue du Commandant Mortenol, rejoint le boulevard Faïdherbe, la rue Frébault et à nouveau les tours. Tout au long de la manifestation les dirigeants de l'UPLG vont fournir des explications aux passants sur les raisons qui l'expliquent. Il est à peu près 11 heures lorsqu'elle se termine. Cette matinée aura montré que lorsque les forces coloniales osent s'en prendre à l'une quelconque des organisations anti-colonialistes, elles se heurtent à tous les anti-colonialistes, quels qu'ils soient. Et il y a de fortes chances pour que ce soit la raison pour laquelle les gendarmes n'ont rien emporté du matériel de Radio Tambou.

Cela correspondrait à tout ce que pensent de nombreux anti-colonialistes et travailleurs et ce serait un pas de fait irréversible dans le combat pour chasser l'impérialisme français.

## LA TOUR SECID PERD SA TETE.



A la suite de l'attentat du 14 novembre qui a endommagé gravement 3 étages de la tour SECID, les experts en bâtiment ont décidé de couper le haut de la tour et de la re-

contruire. Les travaux dureront 6 mois ! Voilà qui va donner du travail à de nombreux ouvriers du bâtiment en chômage.



# JUSTICE POPULAIRE A GRAND CAMP

Samedi 19 en fin d'après-midi, vers 18 heures, un gendarme (un haut gradé semble-t-il) énervé de voir un jeune cyclomotoriste griller le stop du carrefour des Nouvelles Galeries lui rentre dedans avec sa voiture.

Le jeune tombe, gravement blessé. Il a une jambe brisée. Le gendarme ne s'arrête pas. Il s'enfuit. Aussitôt deux Guadeloupéens le poursuivent, des jeunes cyclomotoristes parcourent Grand Camp à sa recherche.

Le fuyard est enfin repéré. Sa voiture stationne dans un parking au pied d'un immeuble de Grand Camp Plaine où résident d'ailleurs de nombreux gendarmes et CRS.

Aussitôt, la foule renverse la voiture, commence à la briser. Finalement aux environs de 19h30 une immense flamme monte de la grosse Renault.

Des manifestants ont décidé d'en finir et campent menaçants autour de l'immeuble.

Vers 20 heures, police, CRS, pompiers arrivent. Le feu est éteint. Mais trop tard ! Justice est en partie faite ! La voiture ne servira plus à rien !

Mais une grande partie de la foule reste là. Les commentaires contre l'attitude du gendarme et des Blancs en général, fusent.

Quelqu'un dit qu'il faudrait entrer chez le gendarme pour lui faire payer plus cher.

Entre temps, ses collègues sont venus le chercher.

Plus tard, nouvel incident, une jeune fille, celle du gendarme est prise d'une crise de nerfs. Un Guadeloupéen approche sa voiture et propose de l'emmener à l'hôpital. Aussitôt il est houspillé, injurié par la foule qui refuse que la fille soit emmenée par un Guadeloupéen.

Finalement, l'automobiliste est obligé de repartir (son père est d'ailleurs entre-temps venu lui déconseiller de persister dans son attitude).

Plus tard, ce sont des Blancs, (gendarmes ou CRS ?) qui emmèneront la fille.

Les jours suivants, les commentaires sont allés bon train. Beaucoup de gens disaient qu'il fallait faire ça plus souvent pour faire entendre raison aux Blancs.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Le gendarme a porté plainte et affirme qu'il n'est pas responsable de l'accident, que le jeune est tombé tout seul bien que des dizaines de gens l'aient vu et aussitôt poursuivi. De plus, comme s'il était déjà certain que sa « justice » sera de son côté, il affirme d'autre part qu'il était en uniforme et non en civil.

Gageons que comme pour l'affaire Mougin, Toulon, etc., que les juges blancs vont libérer, absoudre les criminels blancs comme eux !

Jusqu'au jour où une autre justice corrigera celle des Blancs... Ce jour là on verra toutes les bonnes âmes, les pleurnicheurs (euses) de « la paix et amour », les apôtres de la non-violence (de Caneval à Michaux Chevry en passant par l'Étincelle) tous ceux là vont alors s'indigner.

Mais aujourd'hui, ils ont la bouche et les yeux fermés !

Quand des Blancs tuent et blessent des Noirs... ceux-ci doivent accepter et ne doivent pas riposter, ni même dénoncer. Ce serait du « racisme ».

## SUITE

# DANS L'ILE DE MARIE GALANTE !

Une bombe a explosé devant la gendarmerie de Grand Bourg Marie-Galante dans la nuit du samedi à dimanche 20.

Le lundi, la gendarmerie « faisant diligence sur dénonciation » dit-elle, opérait des arrestations rapides et spectaculaires.

Un hélicoptère dépêché par les autorités coloniales déposait des renforts en CRS dans l'île.

Une maison était cernée par des Blancs armés en uniforme, décidés, mitrailleuse au poing.

Ils avaient vraiment la rage de vaincre !

Il y en avait jusque sur le toit de la maison !

Les voilà qui emmènent un groupe de 5 personnes.

Ils les gardent à la gendarmerie, les fait se mettre tout nus et les jettent dans les cachots.

Voilà ! Admirez la rapidité de l'action répressive. Vif comme l'éclair, le bras de la répression a frappé.

Mais il a fallu déchanter. Les gens arrêtés étaient tout simplement un groupe d'amis qui faisaient bien « la bombe » mais pour fêter l'anniversaire de l'un d'entre eux ! Pas pour faire sauter la boîte des pandores !

## ENTRE LES DEUX MON COEUR BALANCE...

On se souvient que suite aux attentats de la nuit du dimanche 13 au lundi 14 novembre et particulièrement celui du lundi matin à la Préfecture de la Guadeloupe, Madame Michaux-Chevry avait appelé à une manifestation de protestation et invité les commerçants de Basse-Terre à fermer boutique. Elle avait reçu l'appui du CRPG (conseil régional du patronat guadeloupéen) qui demanda aux patrons de ne pas travailler le mardi 15.

C'est ainsi que dans une entreprise de la

zone de Jarry, le patron demanda aux travailleurs de son entreprise s'ils étaient d'accord pour faire la grève le mardi 15. La réponse : d'accord mais à la condition que la journée soit payée. Et le patron d'hésiter. Un des ouvriers lui déclare même qu'il était syndiqué CGTG et que son syndicat n'appelait pas à la grève. Donc si le patron fermait, il fallait que les travailleurs soient payés.

Le patron proposa que l'on travaille les portes fermées. Les travailleurs refusent caté-

goriquement de travailler comme dans une prison.

Pour finir, après bien des hésitations le patron décida d'ouvrir normalement.

Le Patron était bien d'accord pour répondre à l'appel du CRPG mais à la condition de ne pas perdre des sous.

Qui a dit que les patrons avaient un porte-monnaie à la place du cœur ?

### MARTINIQUE

## HOTEL MERIDIEN :

## NON AUX LICENCIEMENTS.

Les sieurs Kaspar et Lavergne, directeur du Méridien Martinique et PDG de la Société des Méridiens-Antilles (SOMERA) ont décidé de réouvrir l'hôtel aux touristes à partir du 3 décembre. Cela signifie que la réembauche des employés aura lieu quelques jours auparavant, réembauche que la direction prévoit sans les 17 licenciés.

Aussi, pour montrer son refus des licenciements, la CDMT, avec le soutien des syndicats CSTM et UGTM a appelé à une grève pour le jeudi 24 novembre. Cette grève a obtenu aussi le soutien du Syndicat des Banques, du SNES...

Les grévistes ont aussi sorti un numéro de Sèbi (le Flambeau) dans lequel ils expliquent les raisons de leur lutte.

Pendant ce temps la direction ne reste pas inactive et manipule à qui mieux-mieux les

travailleurs qui craignent pour leur emploi. Avec l'appui en sous-main du syndicat de Fabien (Force Ouvrière) ils ont organisé une manifestation de rue dont le thème principal, sinon unique était l'attaque contre la CDMT. Les employés CDMT sont alors allés à manifestation pour dire à leurs collègues de travail que l'ennemi ce n'était pas le syndicat, mais la direction qui maintient l'hôtel fermé et fait pression sur le personnel afin d'avoir des gens soumis à sa botte.

Pour notre part, nous réaffirmons notre soutien aux travailleurs licenciés et soutenons la grève et la manifestation qui auront lieu le jeudi 24 novembre. Ce qui se passe au Méridien est très grave, car c'est l'illustration de la volonté des patrons de mettre à la raison les travailleurs afin d'accroître leurs profits en cette période de crise.

## CONTRE L'OFFENSIVE PATRONALE,

## UNE RIPOSTE COMMUNE EST NECESSAIRE

La direction du Méridien a donc décidé le licenciement de 17 travailleurs, dont 7 militants syndicaux. Ces licenciements interviennent après la grève menée à la mi-octobre par les travailleurs de l'hôtel pour empêcher le patronat de se livrer à de la répression syndicale contre un des travailleurs de l'hôtel. Et là du coup, ce n'est plus une personne qui est menacée, mais bien 17 !

Cette attaque brutale de la direction de l'hôtel, soutenue par la Préfecture qui a mobilisé ses gendarmes contre les grévistes, cette attaque n'intervient pas par hasard.

Bien sûr les patrons du Méridien veulent faire payer aux travailleurs leur longue grève de 44 jours au mois de mars dernier, grève qui les avait contraints à céder. Mais surtout ces événements interviennent à un moment où les patrons, de toutes leurs forces, essaient de faire payer la crise aux travailleurs. Ce n'est pas dans l'hôtellerie seulement qu'il y a des licenciements ou des menaces contre les travailleurs.

Dans le bâtiment, il y a eu les 65 licenciements à Quillery. Il y a la cinquantaine d'ouvriers de Bernard Fréchin dont le patron a disparu en leur volant 4 mois de salaires. Il y a les entreprises de travaux publics et d'électricité, comme Collet, Getelec, Madkaud, Absalon qui sont en train de licencier tous les travailleurs ayant de l'ancienneté pour les remplacer dans certains cas par des jeunes sous-payés. C'est aussi le cas de petites entreprises de la Métal-

lurgie, comme Carnier, où le patron se plaint d'avoir trop d'ouvriers et veut licencier.

Dans le secteur public, l'administration utilise toutes les ficelles possibles pour réduire le niveau de l'emploi. A l'EDF, la direction refuse carrément de procéder aux embauches promises. A l'Hôpital, les remplacements des agents en congé ne sont pas effectués. Les auxiliaires que l'on employait ne sont plus réembauchés. Dans l'enseignement, il n'y a pas non plus d'embauches supplémentaires faites.

Profitant de cette situation, les patrons profitent pour extorquer encore plus de travail aux ouvriers. Les heures supplémentaires pleuvent, comme à l'EDF par exemple, ou sur le chantier de Bellefontaine dans les entreprises de bâtiment et de la Métallurgie.

Face à cette attitude patronale, il nous faut, nous travailleurs offrir un front uni contre les licenciements, contre la répression, pour la protection de l'emploi. Tous ceux qui sont déjà actuellement victimes de la répression patronale ou des licenciements doivent se regrouper, mesurer leur force et se préparer à un combat d'ensemble contre les patrons.

C'est uniquement en ayant cette perspective que nous travailleurs pourrons entraîner dans la lutte tous ceux qui sont sous la menace permanente des licenciements ou de la répression patronale, et que nous pourrons nous faire respecter dans la période qui vient.

### BEAUPORT : QU'EN EST-IL APRES LES DECISIONS GOUVERNEMENTALES.

Après la décision du gouvernement de maintenir l'usine de Beauport jusqu'en 1986, les travailleurs de cette usine n'ont en réalité aucune garantie que cette décision sera mise en application. Selon certaines affirmations, la direction (SOSUMAG) se serait engagée à faire fonctionner l'usine pendant deux mois de récolte sous prétexte qu'il n'y a pas de canne. Les travailleurs resteront donc en chômage technique durant plusieurs mois jusqu'à ce que l'usine ouvre de nouveau ses portes en 84 pour fonctionner jusqu'en 1986.

Ces arrêts soi-disant provisoires ces « sur-

sis » ne sont pas rassurants pour les travailleurs. Ceux de Beauport ainsi que la population du nord de la Grande-Terre ont de bonnes raisons de s'inquiéter.

Pour l'instant la mise en état de l'usine se fait bon gré mal gré. Certaines pièces qui ont été commandées ne sont pas arrivées. Les ouvriers qui travaillent à cet entretien n'ont pas encore perçu leur salaire d'octobre. Le gouvernement et le département ont-ils réellement financé : En tout cas « on ne sent pas encore l'odeur de cet argent » !

### GUADELOUPE

## SAINTE ROSE : LA COMPAGNIE

## FRUITIERE MENACE DE FERMER SES PORTES.

La Compagnie fruitière (la CEF) qui possède plusieurs plantations de banane sur la région de Sainte-Rose, déclare aujourd'hui en faillite et veut se débarrasser de deux plantations. Cayou et Dupré Roussel. Cela signifie que près de 150 travailleurs agricoles sont menacés de se trouver au chômage.

Pour l'instant la direction de la CEF cherche à vendre les deux plantations. Les nouveaux acquéreurs, si acquéreurs il y a, accepteront-ils de garder les 150 travailleurs ?

La situation des travailleurs de cette ré-

gion va s'aggraver si les deux plantations ferment leurs portes. Certains de ceux qui ne trouvent plus de travail dans les champs de cannes ont eu la possibilité de trouver un emploi dans la banane. Une grande majorité est au chômage et ceux qui perçoivent l'ASSEDIC voient au fur et à mesure ces aides diminuer.

Contre le chômage, contre la misère, de nombreux travailleurs de Sainte-Rose ont trouvé une solution : l'occupation des terres. Il y a d'autres terres à prendre. Si les capitalistes s'en vont, ils ne pourront emporter dans leurs valises ni les plantations, ni les machines.



# LE PARTI COMMUNISTE GUADELOUPEEN ET LA VIOLENCE .

A la suite des attentats en Guadeloupe, le Parti Communiste Guadeloupéen fait les déclarations suivantes : « Il condamne fermement l'utilisation de la violence aveugle qui ne résout aucun problème politique ». Pour lui, « ces attentats indiquent une escalade du terrorisme à la fois par la puissance des engins utilisés et par le fait qu'ils ont visé délibérément des vies humaines ».

Toujours dans ses déclarations, le PCG assimile les attentats à la bombe et les événements de Boissard qui ont opposé il y a quelque temps les immigrés Haïtiens et Dominicains. Pour le maire de Pointe-à-Pitre, qui est intervenu au cours du meeting du PCG qui a suivi immédiatement les attentats, ces deux types de violence « s'alimentent aux mêmes sources ».

L'immigration incontrôlée, la persistance de bidonvilles tels que celui de Boissard où toute une faune de malfaiteurs se réfugie : il mentionne d'autres sources « plus générales » : « le chômage, le cinéma et ses modèles de violence, la démobilité des aînés, l'absence de perspectives de la jeunesse ».

Mais sans distinction, dans le même article de son journal, le PC envisage la possibilité que « ces bombes soient destinées à provoquer une destabilisation dans cet archipel des Caraïbes il voit donc derrière ces attentats commis en opposition au colonialisme français, la main des Etats-Unis, de l'impérialisme ! Il en prend, pour preuve le fait que les élus de Michaux Chevry et consort, ont tiré parti de ces attentats pour mobiliser leurs troupes. Le PCG appelle les Guadeloupéens à « barrer la route à ces manifestations de violence annonciatrices du fascisme ».

Ce qui ressort surtout de ces déclarations du PC, c'est une confusion dans l'analyse des raisons qui ont pu pousser un groupe de personnes à commettre ces attentats : problèmes

existants en Guadeloupe ou main de l'impérialisme ?

Cette confusion n'est elle pas délibérée et destinée à faire mieux passer une malhonnêteté dans la prise de position du PC ?

Comment peut-on assimiler des heurts violents entre les représentants d'un même peuple le peuple Noir de la Caraïbe que l'impérialisme s'est employé à diviser, et les actions d'un groupe armé contre la présence aux Antilles du colonialisme français.

Invoquer à tout bout de champ la présence sous-jacente des Etats Unis dans toute manifestation de violence en Guadeloupe, n'est-ce pas refuser de regarder la vérité en face ? Ou travestir la vérité pour maintenir les travailleurs dans l'inaction ?

La vérité en Guadeloupe, c'est celle d'un pays colonisé, dans lequel une population de travailleurs Noirs subit quotidiennement le mépris, le racisme des chefs Blancs. Un pays où un gendarme Blanc peut se permettre de blesser volontairement avec sa voiture un jeune Noir à mobyette et de porter plainte parce que par revanche, les jeunes s'en sont pris à sa voiture.

Le gouvernement de gauche avait promis la décentralisation, mais rien n'a été fait de concret dans ce sens. Sous Mitterrand comme sous Giscard et ses prédécesseurs de droite, la Guadeloupe reste une colonie.

Quand on vit dans un tel pays et qu'on se dit communiste, comment peut-on aller chercher jusqu'aux Etats-Unis les raisons de l'explosion de bombes ?

Le PCG est-il donc aveugle à ce qui se passe ici ? Ou cherche-t-il à empêcher les travailleurs d'agir au nom d'un soutien au gouvernement de « gauche » ?

Car quelles sont les solutions que propose le PC pour résoudre les problèmes qui se posent ici ?

« La nécessité... de convaincre les autorités concernées à agir et à agir vite ». La mobilisation de la population qui « pourra amener le gouvernement à prendre des décisions simples, claires et efficaces destinées à redonner confiance à la population ».

Si le PCG persiste dans ces positions, il risque fort de se retrouver à l'écart de la lutte qui a commencé, en retrait, comme cela lui est arrivé pour le meeting unitaire sur grenade. Le PC n'a pas participé au meeting parce qu'il refusait que les organisations présentes fassent des interventions sur les derniers événements en Guadeloupe, l'arrestation et les mauvais traitements et sévices subis par une militante du MPGL, infligés par les policiers « spéciaux » spécialement envoyés de France par le gouvernement de gauche.

Le meeting s'est déroulé sans le Parti Communiste et il a été un succès. Les militants du PC devraient réfléchir à cela.

Le PC algérien, qui était un parti important avant la guerre d'Algérie, a dû sa disparition, sa dissolution par le FLN au fait que lorsque les attentats des militants nationalistes ont commencé en novembre 1954, le PC a adopté une attitude de passivité. La libération de l'Algérie s'est faite sans le PCA et aussi sans la participation consciente, en tant que classe de la classe ouvrière.

Si le PCG persiste dans l'attitude qu'il a adoptée vis à vis de la lutte anti-colonialiste et des militants les plus décidés, il prend le risque non seulement de disparaître en tant que parti, mais aussi de paralyser les travailleurs, ce qui les laissera derrière une direction nationaliste petite bourgeoise qui pourrait se dégager du type de lutte qui est à présent engagée.

Ceux qui se disent « communistes » au sein du PCG ceux qui sont sincères doivent se dire que le communisme véritable est toujours à l'avant-garde et non à l'arrière train à com-

templer le mouvement qui s'en va de l'avant.

« Communiste » cela vaut dire combattant de la classe ouvrière qui lutte pour conduire cette classe au pouvoir à la première occasion favorable.

Camarades du PCG, il faut réfléchir sérieusement à cela aujourd'hui.

Nous, à Combat Ouvrier, nous sommes aussi communistes. Et nous ne partageons pas tous les objectifs des organisations nationalistes. Mais en tant que révolutionnaire, nous ne pouvons pas reprocher à ces organisations justement leur côté le plus révolutionnaire. C'est à dire le fait qu'ils s'engagent plus à combattre la présence coloniale plutôt qu'à composer avec elle.

Et justement la politique du PCG c'est de combattre tout ce qui trouble l'ordre existant afin qu'il puisse continuer tranquillement à gérer des municipalités (de plus en plus en difficulté d'ailleurs !) et siéger dans un conseil général sans pouvoir réel.

Le PCG oublie tout simplement qu'il y a le colonialisme et que d'autres organisations sont engagées à le combattre résolument.

Au lieu de développer toute son activité dans la classe ouvrière en appelant celle-ci à ne rester ni attentiste ni passive, il s'en va clamant contre la violence. Comme s'il était possible qu'existe une société capitaliste, coloniale de surcroît, sans violence.

La critique du nationalisme ce n'est pas la critique de son côté révolutionnaire mais de tout ce qui pourrait favoriser la venue au pouvoir demain d'une petite bourgeoisie nationale.

Et plus les communistes seront absents de la lutte et campés sur une position passive, plus le danger existera.

## MARTINIQUE : GROSSMANN LIBÉRÉ : LA JUSTICE DONNE UNE PRIME AU RACISME BLANC

C'est fait maintenant. Les bruits de couloir ont été confirmés, Grossmann, le commerçant blanc assassin du jeune noir Rodony a été mis en liberté. Il a retrouvé la douceur de sa villa à Didier tandis que le cadavre de Rodony pourrit sous terre.

Qu'en disent tous ceux qui voient le racisme quand c'est les Noirs qui protestent contre la domination des Blancs ?

Voilà une preuve de racisme : un Blanc tue de sang-froid un jeune Noir parce qu'il se trouvait dans son jardin. Le Blanc qui est un commerçant, gérant de plusieurs magasins en Martinique fait à peine 3 mois de prison. Il est libéré. Et qui le libère. Un autre Blanc, juge celui-là.

Comment ne pas penser que le juge a fait une faveur à Grossmann, tout simplement parce qu'il est blanc. Combien de Noirs libère-t-on comme ça, lorsqu'ils ont commis un crime ou un délit grave ? Combien de jeunes, de Noirs pauvres font des mois en préventive pour un vol de sac à main, pour vol de radio-cassettes ou autres grands exploits du même genre ? Tout un chacun sait que la justice coloniale a la main lourde quand il s'agit de sévir contre ceux-là. Mais nous connaissons aussi leur mansuétude, leur douceur quand il s'agit des privilégiés de cette société : l'exemple du sieur Bernard Frechin qui a mis la clé sous le paillason avec cent millions de centimes de la Sécurité Sociale et quatre mois de salaires des 50 ouvriers qu'il employait est encore dans les mémoires.

Oui, tous les agissements de ces messieurs de la justice coloniale nous montrent qu'ils ne défendent que les riches, les privilégiés...

A la population pauvre d'en tirer les conséquences. Le racisme principal, primordial, le plus dangereux, c'est celui que l'on trouve chez les privilégiés, et dans les sphères du pouvoir colonial. Il est dangereux car il dispose de l'argent, du pouvoir. Il tue et n'est pas inquiété. Jusqu'à ce que la colère populaire y mette bon ordre, comme ça a été le cas en Indochine en Algérie, partout où la population en révolte a chassé les colonialistes et leurs valets.

## P.P.M : RETOURNEMENT DE VESTE EN PERSPECTIVE ?

C'est avec une certaine surprise que tout un chacun a pu lire dans la grande presse que le Comité National du PPM dénonce « le caractère timide et décevant du projet de loi sur les compétences spécifiques des Régions Outre-Mer ».

Eh oui, le PPM est déçu. Il est mécontent le Conseil Régional ne reçoit en effet, « ni les compétences, ni les moyens suffisants à assurer un décollage économique ».

Ce n'est pourtant pas ce qu'on avait cru comprendre, puisque le groupe du PPM au Conseil Régional comme au Conseil Général avait vaillamment approuvé le projet de loi gouvernemental et l'avait défendu contre la droite. Alors, qu'y a-t-il de nouveau qui justifie cette nouvelle prise de position ?

Serait-ce que le PPM espérerait plus des amis socialistes au gouvernement et que ceux-ci n'ont rien donné ? Ou autre hypothèse, que ces politiciens devront se mettre un peu plus à plat ventre encore pour quelques miettes supplémentaires ?

C'est sans doute la seconde solution qui est envisagée puisque le PPM affirme que « il

serait hautement souhaitable que le Parlement plus amplement informé adopte tous amendements de nature à redresser les insuffisances du projet ». Comme le PPM dispose d'un député sur les 500 environ que compte le Parlement français, on voit fort bien quelles contorsions devra faire Aimé Césaire pour obtenir un quelconque changement des dispositions de lois qui, à ses yeux, serait quelque peu favorable au Peuple Martiniquais.

A moins qu'il poursuive encore plus loin dans la voie du reniement, mais cela semble difficile, étant donné qu'ayant abandonné son anticolonialisme de paroles, le PPM s'est retrouvé pieds et poings liés entre les mains du gouvernement colonialiste à la sauce Mitterrand.

Alors, les raisons profondes des états d'âme du PPM ? C'est qu'on se rend compte qu'à part une assemblée dont les membres disposent en tout et pour tout du droit de bavarder, le gouvernement français n'a fait aucune concession réelle même à ses défenseurs de gauche. La fameuse politique sociale, c'est du vent. Les profiteurs continuent à profiter comme auparavant.

Tout cela gêne peut être un petit peu le PPM, comme auparavant, il y a 6 semaines ça gênait Jean-Elie, de voir qu'il n'y a rien, mais vraiment rien de neuf dans cette politique gouvernementale. D'où cette petite crise de conscience.

Enfin tout ce tintamarre des uns et des autres est la preuve que dans les rangs de la gauche Martiniquaise il y a des gens qui font la grimace pour avaler la potion de la décentralisation.

Elle est dure à passer. C'est qu'elle est bien amère.

POUR ECRIRE A

COMBAT OUVRIER EN FRANCE.

Notre adresse postale a changé.  
Provisoirement écrire à :

COMBAT OUVRIER  
Poste Restante Paris 113  
Place de l'Hôtel de Ville  
75004 PARIS

## LIBAN UN ACTE LACHE ET HYPOCRITE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS.

Le lendemain du discours de F. Mitterrand, discours dans lequel il a clairement laissé entendre que les 58 soldats morts à Beyrouth seraient vengés, C. Hernu, ministre de la défense, a envoyé 14 avions bombarder la ville de Baalbeck. La France a ainsi perpétré froidement un attentat contre la population Chiite de cette ville du nord-Liban. Cet attentat est un acte sauvage et hypocrite.

Acte sauvage, même si se sont des appareils super sophistiqués, des Super étendards dernier-cri.

Même si aucun militaire français n'a eu à se salir les mains pour effectuer ce sale travail. En effet, les pilotes n'ont eu qu'à appuyer sur

des boutons pour tuer une cinquantaine de personnes et blesser environ 150 autres selon le ministre de la défense. Le tort de ces personnes était d'être Chiite et de lutter pour leur survie.

C'est un acte hypocrite, car dans les faits le gouvernement assassine froidement, alors qu'en parole Mitterrand et ses ministres font de belles déclarations. C'est ainsi que lors de la visite du président Algérien Chadli, des discours très humanitaires se développaient autour de la fraternité entre les peuples. Une quinzaine de jours plus tard, application pratique de ces beaux discours : le bombardement d'un camp Chiite libanais !

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Dep. ÉRAVITTE & FILS S.A.R.L. 100000

Commission paritaire

N° 51728